

Accord professionnel

**BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS**

**Avenant n° 64 du 8 juin 2022**

à l'accord du 31 juillet 1968  
relatif au régime national de prévoyance

NOR : ASET2250976M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**FNTP ;**  
**FFB ;**  
**FFIE ;**  
**SCOP BTP ;**  
**CNATP,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**FG FO construction ;**  
**FNCB CFDT,**

d'autre part,

Le 9 juin 2021, les partenaires sociaux du bâtiment et des travaux publics ont conclu un avenant n° 63 à l'accord collectif national du 31 juillet 1968, par lequel ils ont décidé qu'« à titre dérogatoire à l'article 11.1 de l'accord collectif national du 31 juillet 1968 instituant le régime national de prévoyance des ouvriers du bâtiment et des travaux publics, [...], lors de la négociation visant à fixer la valeur du SR au 1<sup>er</sup> juillet 2022, ils tiendront compte du maintien de la valeur du SR opéré le 1<sup>er</sup> juillet 2021, et procéderont à un calcul en fonction de la progression du salaire moyen des ouvriers observée entre 2019 et 2021 et non entre 2020 et 2021. »

En conséquence, les partenaires sociaux du Bâtiment et des Travaux Publics décident des dispositions suivantes :

**Chapitre 1**

Dans l'article 11.1, la phrase « La valeur du SR est fixée à 5,90 € au 1<sup>er</sup> juillet 2021 (5,90 € au 1<sup>er</sup> juillet 2020). » est remplacée par :

« La valeur du SR est fixée à 6,05 € au 1<sup>er</sup> juillet 2022 (5,90 € au 1<sup>er</sup> juillet 2021). »

**Chapitre 2**

Compte tenu du caractère général du présent accord qui concerne l'ensemble des entreprises du bâtiment et des travaux publics, les parties signataires estiment que cet accord ne

nécessite pas d'adaptation pour les entreprises de moins de 50 salariés telle que prévue à l'article L. 2261-23-1 du code du travail.

### **Chapitre 3**

Le texte du présent avenant sera déposé en nombre d'exemplaires suffisants à la direction générale du travail et au secrétariat greffe du conseil des prud'hommes de Paris conformément aux dispositions des articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail.

### **Chapitre 4**

Les parties signataires demanderont l'extension du présent avenant dans les conditions prévues aux articles L. 2261-19 et suivants du code du travail.

*Fait à Paris, le 8 juin 2022.*

(Suivent les signatures.)